

ON S'ABONNE ?

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co., 1, Finch Lane, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

# LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.  
Le numéro, 15 centimes.  
DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.  
Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES : 1 fr. 50 la ligne.  
Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co.  
Place de la Bourse, 8.  
ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 14.  
Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

## APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hauts	Basses
3 0/0 .....	79 85	» » » 05
3 0/0 amortiss. .	81 55	» » » 05
4 1/2 0/0 1883 ..	108 »	» » » 05
Cons. anglais ..	100 11/16	1/4 » » »
Italie .....	95 95	» » » 05
Flor. autric. (or).	88 1/4	1/4 » » »
Esp. Extér. nouv.	56 7/16	5/16 » » »
Egyptien 6 0/0 ..	318 75	» » » 1 25
Ch. Égyptiens ..	432 50	» » » 1 10
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 10	» » » 2 50
Banque ottomane	493 75	» » » 2 50

PARIS, 10 NOVEMBRE

## DERNIÈRES NOUVELLES

### CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Pierre Blanc, doyen d'âge.

MM. Jaurès, Laguerre, Hubbard, Abbatucci, Gaudin et Crémieux siègent au bureau comme secrétaires provisoires.

M. le président déclare ouverte la session extraordinaire de 1885 et prononce une allocution.

Le suis, dit-il, à un grand honneur et un grand devoir; l'honneur, c'est de présider cette Assemblée; le devoir, c'est de maintenir respectueusement devant les yeux des députés et du suffrage universel.

Et d'abord, qu'il me soit permis de dire que si la France a déclaré une fois de plus qu'elle veut rester inséparablement unie à la République, elle a, d'autre part, fait entendre de salutaires avertissements auxquels il convient à tous de se conformer.

Je félicite le parti républicain d'avoir été le premier à les écouter; devant l'intérêt supérieur de nos institutions, il n'a pas hésité à déposer ses divisions et à inaugurer entre ses diverses fractions une politique d'apaisement et d'union. (Nouveaux applaudissements.)

Aujourd'hui cette œuvre d'entente et de concentration est heureusement un fait accompli, mais pour qu'elle soit durable, il faut qu'elle puisse porter ses fruits; il est indispensable que les républicains de toute nuance se constituent en majorité parlementaire pour soutenir un gouvernement fort qui soit à la fois la France et la République.

La France, pour travailler à sa grandeur et à sa prospérité; la République, pour être protectrice des droits de la nation.

Et nous tous, messieurs, que la nation a honorés de son mandat, nous ne saurions mieux faire, pour y répondre, que de concentrer nos travaux sur les affaires du pays. (Bravos.)

La France est assez riche de gloire; elle ne veut plus que du bonheur et du bonheur pour tous ses enfants; la part la plus glorieuse de notre mission sera de lui donner par la liberté, la justice, la paix, l'économie et le travail.

Une grande œuvre réformatrice s'ouvre devant nous, nous l'entreprendrons avec courage, ardeur et résolution; nous placerons au premier rang de nos préoccupations le relèvement de nos industries nationales et notamment de l'agriculture, la plus intéressante de toutes.

L'amélioration de la situation ouvrière; une nouvelle organisation administrative simplifiée dans ses rouages, épurée dans son personnel (Applaudissements répétés); la plus saine économie dans la gestion de nos finances, une plus juste répartition de l'impôt.

Une loi sur le recrutement de l'armée (très bien) réduisant à trois ans le service militaire et le rendant obligatoire pour tous. (Nouveaux applaudissements.)

D'autres réformes non moins importantes s'imposent à nos études; nous y travaillerons avec la persévérance qui conduit aux solutions.

Cesera en un mot la marche en avant incessante, paisible, mais toujours résolue. (Applaudissements) jusqu'à ce que nous aboutissions au couronnement de la révolution française par la République, en suivant les étapes des transformations sérieuses et profondes est arrivé. (Très bien!)

Le grand mouvement social doit prouver dans l'élaboration des lois que nous sommes de véritables hommes de progrès. Dans sa nouvelle consultation, la volonté du pays s'est hautement exprimée sur les expéditions coloniales. (Applaudissements.)

Nous ne doutons pas qu'elle ne soit écoutée et obéie et nous sommes convaincus que c'est à construire et construire solidement que nous convie le suffrage universel. (Très bien!)

C'est à l'ère de la République, qui a fermé les révolutions, un rempart invincible contre les partis qui l'entendaient de la tour de Babel; c'est à l'ère de la République, en suivant les délibérations et solutions relatives à nos possessions acquises, l'honneur national et les grands intérêts de la patrie, qui nous trouveront tous unis. (Applaudissements.)

En terminant, permettez, messieurs, à votre doyen d'âge de vous dire qu'il est un des descendants de ces Allobroges qui, en 1791, s'écriaient devant l'Assemblée nationale: «Voilà à toi, beau pays de France, parce que tu es la liberté!»

Aujourd'hui que la Savoie, divisée en deux départements, est réunie à la grande famille française, plus heureux que nos pères, nous nous écrierons à notre tour: France, nous t'aimons comme une mère que l'on a retrouvée; nous te servirons comme une mère que l'on ne veut plus perdre. (Applaudissements prolongés.)

Il est procédé au scrutin pour l'élection du président provisoire.

### AU LUXEMBOURG

Beaucoup de monde dans les couloirs. Les résultats des dernières élections législatives sont l'objet des commentaires de la plupart des sénateurs.

En séance, M. Fiescheur demande que des membres du Sénat, dans un département partie des commissions d'enquête en matière de fournitures militaires.

La majorité se refuse à prononcer l'urgence. M. Lenoël se plaint de divers faits con-

cernant les opérations de la remonte et de l'administration des haras dans le département de la Manche.

M. Campenon, que cette question paraît peu satisfaire, répond que le ministère de la guerre fera une enquête. Le Sénat s'ajourne ensuite à lundi pour la nomination de plusieurs commissions. La séance est levée.

### AU PALAIS-BOURBON

Foule énorme dans les couloirs avant la séance.

Aucune nouvelle. Les républicains persistent à parler de la nécessité pour eux de rester unis; quant au moyen de maintenir leur union, ils ne paraissent avoir encore trouvé que l'ajournement de toutes choses jusqu'au mois de janvier.

En séance, M. Jules Ferry prend place au centre; quelques opportunistes viennent lui serrer la main. Il s'assied à côté de M. Nothier et affecte d'applaudir M. Blanc.

Les discours de M. Blanc ont été applaudis par les gauches.

Rentrée triste comme le temps. La police n'est pas sans inquiétude relativement aux incidents qui peuvent se produire aux abords du Palais-Bourbon, soit avant, soit après la séance, sur le passage des députés.

Les troupes sont consignées. Dans le palais même, à la présidence, au ministère des affaires étrangères, on a dissimulé de nombreuses escouades de gardiens de la paix. On remarque nombre d'agents en bourgeois.

Le préfet de police, M. Gragnon, le chef de la police municipale M. Caubet, l'inspecteur divisionnaire Brocheton et les officiers de paix Gutzwiller et Montpeller sont là. Des placards anarchistes ont, en effet, annoncé une manifestation, mais jusqu'à trois heures aucun incident; les députés arrivent à pied, en voiture; les quinze ou dix-huit cents personnes formant la halle, sur le pont de la Concorde et devant les grilles, les laissent passer sans rien dire. La foule paraît indifférente; on se montre cependant quelques chefs du parti anarchiste.

### LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis, ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy. M. Gomot assistait à ce conseil.

La délibération a porté sur les crédits supplémentaires à demander pour l'exercice 1885.

M. Portier, inspecteur en chef des services administratifs et financiers de la marine et des colonies, est nommé directeur du service des colonies.

Le cabinet s'occupera, dans sa réunion de jeudi, de reviser le texte de la déclaration qu'il ira au Parlement après la constitution du bureau d'initiative de la Chambre. Cette déclaration sera soumise, dans le conseil de samedi, à l'approbation du président de la République.

### INTÉRIEUR

Le conseil municipal de Paris, on le sait, a récemment invité le préfet de la Seine à laisser l'hôpital Cochin avant le 1er janvier prochain.

Dans le cas où M. Poubelle exécuterait cette mise en demeure, la famille Cochin est décidée à intenter un procès contre l'assistance publique. Elle réclamera l'annulation de la fondation pour inexécution des conditions stipulées par le fondateur.

La constitution des comités conservateurs permanents dans les départements fait en ce moment l'objet d'une correspondance très active entre les préfets et le ministre de l'intérieur.

La plupart d'entre eux déclarent que l'organisation de ces comités peut devenir un danger pour la République, mais que jusqu'à présent ils ne se sont livrés à aucune propagande.

Nous apprenons que des secours exceptionnels viennent d'être adressés au préfet du département du Finistère pour subvenir aux plus pressants besoins des familles des victimes de l'épidémie cholérique.

On annonce le mariage de M. le comte Treillard, membre du conseil général du département de Seine-et-Oise avec Mlle Barthe, fille de l'ancien receveur général.

Nous avons le regret d'apprendre la mort de Mme de Francia, belle-fille de notre confrère M. Gall, directeur de la Liberté.

Mme de Francia, qui était âgée de quatre-vingt-trois ans, a succombé hier soir, aux suites d'une rechute survenue au cours de la convalescence d'une péripneumonie.

La pauvre jeune femme n'aura survécu que peu de mois à son mari, dont la mort remonte au mois de juillet dernier.

Nous nous associons bien sincèrement à ce nouveau deuil qui frappe dans ses plus chères affections l'une des personnalités les plus sympathiques de la presse parisienne.

Les obsèques de Mme de Francia auront lieu après-demain jeudi, à dix heures, à Saint-Philippe-du-Roule, sa paroisse.

### EXTÉRIEUR

Rome, 9 novembre.

Les journaux catholiques parus ce soir en retard publient une longue encyclique du Pape, datée du 10 novembre, sur la Constitution chrétienne des États.

New-York, 9 novembre.

Un nouveau surris a été accordé à J. Riel jusqu'au 16 novembre.

### INFORMATIONS

Nous avons annoncé que, de l'avis général, M. Bourée était désigné pour retourner en qualité d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire en Chine.

Aussi, les journaux de nous démentir.

Eh bien! ne leur en déplaise, nous maintenons absolument notre information.

M. Bourée retournera à Pékin dès que M. Cogordan aura terminé les négociations relatives à la conclusion d'un traité de commerce avec le Céleste-Empire.

Il est possible que ces négociations se prolongent; mais le départ de M. Bourée, à moins d'un changement ministériel, n'en est pas moins certain.

On se rappelle que le général Pittié, secrétaire général de la présidence, devait prendre, au mois de février prochain, le commandement du corps d'armée de Marseille, en remplacement du général de Colomb, dont les pouvoirs expirent à cette époque.

Telle était, en effet, l'intention du général Pittié au moment où M. Jules Grévy comptait abandonner la présidence de la République.

La réélection de ce dernier étant certaine, le général Pittié revenant sur sa détermination première, conservera ses fonctions à l'Élysée.

Sait-on que le rattachement des colonies au ministère des affaires étrangères a failli aboutir.

Où a fait remarquer, à l'appui de cette combinaison, qu'il existait déjà au quai d'Orsay une sous-direction spécialement chargée de toutes les affaires diplomatiques concernant la Tunisie, la Cochinchine, l'Annam, le Tong-King et nos autres colonies.

Pourquoi, afin d'assurer l'unité de service et de direction, ne pas placer tout ce qui concerne nos possessions entre les mains du ministre des affaires étrangères?

Tel est le langage tenu par les membres du cabinet partisans de ce système.

M. de Freycinet n'a pas dit non, mais il a trouvé la mesure inopportune, aujourd'hui surtout que l'autorité militaire est investie des pleins pouvoirs au Tong-King.

C'est donc une question de temps et, pour nous, le rattachement des colonies au quai d'Orsay est la solution de l'avenir.

### Les nouveaux Ministres

Le cabinet est remis à neuf. Le Journal officiel nous apprend, ce matin, que M. Dautresme est nommé ministre du commerce, et que M. Gomot prend le portefeuille de l'agriculture.

Rappelons, sommairement, quels sont les titres de ces deux personnages :

M. Lucien Dautresme, député de la Seine-Inférieure, serait peut-être compositeur de musique, s'il en avait le talent; il fit jadis un opéra-comique en un acte, intitulé, croyons-nous, *Cadillac*; le directeur du Théâtre Lyrique, M. Carvalho, ne s'empêchait pas de jouer cet ouvrage; des discussions s'ensuivirent; M. Dautresme se porta à des voies de fait, fut en conséquence poursuivi, et, à la suite d'une plaidoirie de M. Jules Grévy, qui avait pris pour avocat, récolta une belle condamnation. Quant à son opéra-comique, il fut enfin monté, tomba à plat, et n'eut que deux ou trois représentations.

M. Dautresme n'est donc pas artiste; il n'est pas davantage industriel, et à Elbeuf, son pays, on le tient généralement pour un fruit sec.

Il a contribué à fonder, avec M. Richard Waddington, le *Petit Rouennais*, est partisan de la suppression du budget des cultes et n'entend rien aux questions commerciales.

Voilà pourquoi M. Henri Brisson l'a choisi pour le ministère du commerce.

M. Gomot est ancien magistrat; est-ce ce qui a fait croire à M. Brisson qu'il connaissait l'agriculture?

Au reste, M. Gomot compte une journée dans sa carrière parlementaire. C'est lui, on ne saurait l'avoir oublié, qui, au moment où la France entière protestait avec indignation contre les folies de la guerre du Tong-King, eut le triste courage d'accepter la mission de défendre M. Jules Ferry et sa politique coloniale. La Chambre elle-même ne put se dispenser, dans cette circonstance, de huer cet avocat complaisant d'un ministre indigne. Cette conduite de M. Gomot méritait bien une flétrissure. M. Jules Ferry, se souvenant du service rendu, a donc chargé M. Henri Brisson de faire quelque chose pour M. Gomot, et M. Brisson, empressé d'obéir à M. Ferry, son patron, son modèle et son maître, a donné à M. Gomot le premier portefeuille dont il a pu disposer.

La singulière doctrine développée hier dans le *Matin* par M. Emmanuel Arène, au sujet des devoirs des préfets en matière électorale, attire très justement l'attention. Elle fait scandale.

Il aurait fallu, pour satisfaire les opportunistes, que les préfets fissent plus ostensiblement encore qu'ils ne l'ont fait leur besogne d'argousins chargés de mettre la main au collet du suffrage universel récalcitrant et de le conduire en prison comme l'auteur d'un crime.

Mais l'auteur de la doctrine, M. Arène, ne paraît pas être un homme de bien. Les actes arbitraires auxquels ces fonctionnaires se sont livrés pendant la période qui s'est écoulée entre le 4 et le 18 octobre ne se comptent plus, et ils ont justement révolté l'opinion. La pression administrative avait revêtu un caractère sauvage. Tous les employés qui, à un titre quelconque, dépendaient de l'État, étaient soumis aux investigations les plus vexatoires, menacés dans leurs droits. Les nouvelles les plus

manifestement contraires à la vérité étaient répandues pour égarer l'esprit des électeurs et terroriser les masses conservatrices. Nous en avons donné les preuves ici même.

Cela n'a pas suffi, et les opportunistes trouvent que ce n'était pas assez.

Que leur fallait-il donc?

Nous l'avons dit: il n'y a qu'une seule politique qui leur convienne, la politique des boîtes à double fond. Comme le disait l'un des chefs de l'opportunisme: pour les républicains, la candidature officielle n'est répréhensible que quand elle ne réussit pas.

### HARMONIE RÉPUBLICAINE

Les gauches continuent les répétitions générales de «l'accord parfait»; et bien que nous soyons à la veille de la représentation publique, il faut reconnaître que la pièce n'est pas encore prête.

Les *soli* sont assez satisfaisants; quelques *duos* ont pleinement réussi, mais les chœurs sont défectueux, et les ensembles absolument cacophoniques.

Le bon Lockroy s'arrache les cheveux; M. Spuller, plus philosophe, conseille d'avancer l'heure de la répétition: «A midi pour le quart».

Hier, on comptait sur une séance utile. Le bulletin portait: Election du bureau provisoire. — Chœur du Tong-King.

Le premier morceau n'était pas su. Le prélude a bien marché, et M. Floquet a été désigné sans opposition. Le finale a donné lieu à quelques discordances: les uns voulaient Spuller, le plus grand nombre eût préféré tout autre, et M. Lockroy, se bouchant les oreilles, a dû remettre la solution à une époque ultérieure.

On a donc abordé le grand air du Tong-King.

Ici l'on ne prévoyait pas la moindre fausse note, les députés ayant eu le temps d'apprendre le morceau pendant les élections générales. L'évacuation figurait sur tous les programmes, tout au moins l'occupation restreinte: il semblait que tous devaient jouer la même note, du moins dans le même ton.

En effet, M. Julien, de Loir-et-Cher, ayant proposé comme diapason «la liquidation aussi prompte que possible des affaires coloniales», tous les instruments se sont accordés sur cette dominante, et le chef d'orchestre a levé son bâton.

La stupéur générale, on entend les sons les plus divers et les moins harmonieux: évacuation (c'est M. Pelletan qui parle); maintien de l'occupation (c'est M. Paul Bert qui répond), tandis que M. Thomson, ministériel par destination, murmure: «Je vous dirai mon opinion aussitôt que le gouvernement me l'aura fait connaître».

Bref, on n'a pu s'entendre et l'on a levé la séance en ajournant la reprise de la symphonie tonkinoise.

Et c'est ainsi que se terminent toutes les réunions plénières des gauches unies.

«Il faut aboutir!» disait Gambetta au début de la session de 1881.

Aujourd'hui, l'on se montre moins exigeant, et M. Lockroy se contente de dire, non sans mélancolie:

«Messieurs, il faudrait commencer!»

En 1881, on ne put aboutir. En 1883, on ne pourra commencer. La Chambre est frappée d'impuissance, condamnée à tourner vainement dans un cylindre qui lui fait sous ses pas.

En lui donnant pour l'un de ses chefs M. de Freycinet, celui qui l'histoire appelle déjà: «la petite souris blanche», la Providence a voulu tracer son rôle et déterminer son action.

Si elle a quelque désir de vivre ses quatre ans et de mettre au monde les quatre budgets, il lui faudra suivre l'exemple de ces femmes malades, mal constituées, et qui ne peuvent «aboutir» qu'à la condition de ne pas quitter leur chaise longue.

Le repos, l'immobilité: voilà le seul régime qui convienne à son tempérament. C'est, d'ailleurs, la meilleure préparation à une mort facile.

Le conseil municipal de Paris reprend avec acharnement sa campagne contre la police. Le citoyen Vaillant, dans la séance d'hier, a réclamé purement et simplement la suppression de la police, attendu que c'est une institution monarchique. La proposition, venant d'un ancien membre de la Commune, n'a rien qui doive nous surprendre; mais elle nous paraît en opposition avec celle des citoyens Chaumets et Hubbard, deux illustres inconnus — bien que ce dernier soit, paraît-il, député — demandant l'évacuation du personnel de la préfecture et la création d'un service de police, sous la direction du conseil municipal.

La police, détestable, inutile, superflue sous la direction d'un fonctionnaire relevant du ministère de l'intérieur, deviendrait excellente, indispensable, dirigée par le président du conseil municipal. Mais, citoyens, cette police n'a pas moins d'origine monarchique. C'est là une tâche originelle commune à toutes nos institutions. Les municipalités sont, croyons-nous, d'origine monarchique, et les ministères aussi, et les ambassades, et les postes, et tout enfin. Le citoyen Vaillant a perdu là une belle occasion de se faire: ce n'est pas la première et ce ne sera pas la dernière.

Nous avons enregistré successivement les désaveux dont le projet de M. de Mun

a été l'objet. En dernier lieu, nous avons fait connaître la désapprobation de l'oservatoire romano, annonçant que le Saint-Père allait lancer une encyclique dans laquelle cette politique d'exclusivisme serait condamnée.

Cette nouvelle est aujourd'hui confirmée par l'information suivante, que le télégraphe transmet de Rome:

Rome, 9 novembre.

Le Vatican a expédié aujourd'hui, traduite en cinq langues: italien, français, espagnol, anglais et allemand, l'encyclique sur la constitution chrétienne des États. C'est un acte de la plus haute importance et qui aura un énorme retentissement.

M. de Mun n'est pas homme à ne pas reconnaître une erreur, et voici la lettre qu'il adresse aux directeurs des journaux catholiques:

Paris, le 7 novembre 1885.

Monsieur le rédacteur en chef, Afin de ne pas soulever une division entre les catholiques, je renonce au projet d'organisation que j'avais annoncé par ma lettre au vicomte de Bézal.

Veuillez agréer, monsieur le rédacteur en chef, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

A. DE MUN.

Nous ne saurions dire si cette lettre est d'un sage. En tout cas elle est d'un discipliné.

Bien des bruits alarmants ont couru sur l'état de santé du président de la République. Les officiers se sont empressés de déclarer que M. J. Grévy allait très bien, on ne peut mieux.

Cependant, voici un autre bruit qui donne à songer:

Le gouvernement serait, dit-on, très décidé à avancer, autant que possible, la réunion du Congrès pour l'élection du président de la République. Il est question de fixer la date de la convocation au lundi 14 décembre.

N'est-on pas amené à considérer cette mesure exceptionnelle comme l'aveu de l'imminence d'un danger?

Les républicains se préoccupent beaucoup de savoir ce que fera la droite à la nouvelle Chambre.

Les républicains sont trop curieux. Pourtant, leur curiosité s'explique. Ils sentent parfaitement combien est incertaine et précaire leur cohésion actuelle, et ils se demandent si l'attitude de la droite ne sera pas de nature à exercer une action décisive sur le maintien ou la fin de leur concentration.

Les conservateurs voient cette inquiétude de leurs adversaires, et sûrement ils sauront en tirer parti. Leur tactique parlementaire ne peut pas manquer, en effet, d'être inspirée par cette pensée qu'il ne faut donner aux républicains aucun des prétextes qu'ils cherchent pour le besoin de leurs manœuvres.

Puissent les républicains ont encore la majorité, qu'ils aient donc aussi la responsabilité.

Nos amis les observent en se renforçant dans une politique d'expectative. Ils suivront attentivement la politique républicaine, sans hâte imprudente, sans impatience inutile, mais toujours armés, et prêts à intervenir, au moment propice, pour le relèvement du pays.

### ÉCHOS PARLEMENTAIRES

C'est M. Blanc, député de la Savoie, âgé de quatre-vingt-trois ans, qui présidera aujourd'hui comme doyen d'âge la séance de la Chambre.

Les secrétaires doivent être les six plus jeunes députés; ce sont MM. Jaurès, Laguerre, Gaudin, Hubbard, Crémieux et Abbatucci.

Il sera ensuite procédé au tirage au sort des bureaux, puis à l'élection d'un président provisoire et de deux vice-présidents provisoires.

Pour le bureau provisoire, la présidence sera certainement donnée à M. Floquet. Pour les deux vice-présidences, elles seraient réservées à MM. Spuller et Anatole de La Forge.

Quand sera constitué le bureau définitif de la Chambre, la droite réclamera probablement un siège de vice-président et trois sièges de secrétaires.

Il a été question également de demander une place de questeur sur trois.

L'article 4 du règlement de la Chambre porte que «les bureaux procèdent sans délai à l'examen des procès-verbaux d'élection. Ces procès-verbaux sont répartis par ordre alphabétique de départements et, autant que possible, proportionnellement au nombre total des élections.»

Conformément à ces prescriptions, la questure de la Chambre vient de faire la répartition suivante des dossiers d'élections entre les onze bureaux de la Chambre:



chers des rues avoisinantes des bons de pain, de viande, de charbon. Chaque dimanche, trente élèves, désignés à tour de rôle, visitent les maisons du quartier Moutfard; ils grimpent quatre à quatre les escaliers tortueux qui mènent aux mansardes, ils pénètrent dans les taudis, s'assoient au chevet des malades, distribuent des bons, des couvertures, de l'argent.

Ces détails ne sont-ils pas des plus touchants, et les élèves de l'École polytechnique ne méritent-ils pas l'estime et la popularité qu'on leur accorde?

Notre confrère ajoute que l'argent est rentré dans la caisse et qu'il n'en sortira plus que pour soulager les misères de l'hiver qui commence.

### Le Banquet d'hier

Nous avons annoncé dernièrement que le Comité conservateur du huitième arrondissement avait résolu d'offrir un banquet à MM. le comte de Puyfontaine et Tony Conte, ministres plénipotentiaires en disponibilité, considérés comme des missionnaires par M. de Freycinet pour avoir usé, selon leur conscience, de leurs droits de citoyens français, lors des dernières élections. Ce banquet de protestation a eu lieu hier à l'Hôtel Continental.

M. Gabriel Caron, ancien adjoint au maire du huitième arrondissement, président, ayant à sa droite M. le comte de Puyfontaine, et à sa gauche M. Tony Conte.

Les deux diplomates dont on honorait hier l'indépendance et la courageuse abnégation sont des sujets les plus distingués de cette belle carrière diplomatique tombée depuis quelques années sous une si triste direction. M. de Puyfontaine a cinquante-cinq ans, physique militaire, très énergique, et, détail que nous ignorons jusqu'à présent, il est un savant astronome; il a même installé chez lui un observatoire.

M. Tony Conte est des plus sympathiques, accueillant ses interlocuteurs avec un affable sourire.

Parmi les assistants, nous citons : MM. Amédée Dufaure, Maurice Binder, Marius Martin, conseillers municipaux; le comte de Bernot de Vaux, secrétaire trésorier du comité de la rue des Pyramides; Arthur Meyer, directeur du *Gaulois*; E. Guyon, directeur de la *Patrie*; Charles Dupuis, de la *Gazette de France*; Charles Chincholle, du *Figaro*; Comédy, Colleson, Grados, Gréau, Frédéric Jourdain, Hachette, ancien auditeur au conseil d'Etat; Bellanger, Lullmann, Pichon, Lapeche, Delapoupe, de Saint-Pierre, de Boudry, Le Chézou, Ménael, Tasse, de Fournis, etc., etc.

A l'heure des toasts, M. Caron, très chaleureusement, boit à la santé des hôtes du comité organisateur du banquet, et les félicite de leur noble attitude.

« Les principaux organes du parti conservateur, détail, nous prouvent, par leur présence, que la thèse de la liberté que nous revendiquons leur est chère ».

Les orateurs se sont alors succédés; nous ne pouvons que résumer de mémoire les différents discours, car il n'y avait point de sténographes pour les recueillir.

Les deux anciens ministres ont répondu en remerciant la presse conservatrice des paroles sympathiques dont elle les a consolés. Après avoir remercié également les organisateurs du banquet, M. de Puyfontaine continue en ces termes :

Je dois aussi exprimer ma gratitude aux représentants de la grande presse parisienne qui ont accepté de venir ici se joindre à nos amis politiques pour protester contre les agissements d'un gouvernement inféodé au parti des élections générales. Je les remercie également de la façon si courtoise dont ils ont bien voulu parler de nos personnes et nous défendre contre des coups si maladroitemment portés, ou des attaques fondées sur l'équivoque et le mensonge. Je ne veux pas aborder, en ce moment, les questions si délicates que vous apporterez dans les raisons de haute convenance qui m'imposent, ce soir, une réserve commandée par le souci de notre dignité personnelle.

Je ne vous dirai pas non plus tout ce qu'il y a d'étrange et de contradictoire dans la conduite de gens qui font de la souveraineté du peuple, et d'un côté de la souveraineté de l'électeur, la base de leur profession de foi et le triomphe de leurs ambitions, et, d'autre part, après que le coup est fait, considèrent que cette souveraineté doit abdiquer devant un mot d'ordre, et cela d'autant plus humblement qu'on a servi son pays avec plus d'honneur.

Non, messieurs, cela ne peut être. Que ceux qui ont fait la loi la subissent. Quand le peuple se rend aux élections, les électeurs, qu'ils soient leurs attaches actuelles ou antérieures, ne sont pas les justiciables du gouvernement républicain; c'est le gouvernement républicain qui est le leur. Voilà la loi républicaine, et l'on sait, du reste, comment les républicains la respectent et l'appliquent.

Mais je ne veux pas en dire davantage. Cela m'entraînerait à parler des maux de la patrie et du degré d'abaissement où on l'a fait tomber.

M. Tony Conte a ensuite porté un toast à la presse :

Dès le commencement de la campagne électorale, dit-il, les journaux conservateurs de Paris n'ont cessé de lutter, et, alors que le succès paraissait le plus douteux, ils ont su, — en affirmant la victoire, — faire des courages, stimuler les indécis, et maintenir l'alliance si franchement consentie des conservateurs de toutes nuances.

C'est à cette alliance féconde, consciencieusement pratiquée dans les journaux du 4 et du 18 octobre que nous devons d'avoir obtenu les 120,000 voix conservatrices dont la population parisienne peut justement être fière.

M. Dufaure a félicité les deux diplomates de la mesure qui les a frappés; M. Marius Martin a porté un toast à M. Caron, l'organisateur du banquet, dont le dévouement à la cause conservatrice est bien connu des électeurs du huitième arrondissement.

M. Comédy a exposé le rôle néfaste joué par M. de Freycinet, et a expliqué que les deux ministres plénipotentiaires révoqués n'ont fait que leur devoir de diplomates en avertissant la France de l'abîme qu'elle creuse entre le reste du monde et elle-même, puisque, au moment où toutes les nations reviennent aux principes d'ordre, d'autorité et de religion, elle s'obstine à descendre vers la Révolution.

Enfin, M. E. Guyon, qui ne s'attendait pas à prendre la parole, en entendant les toasts chaleureux portés à la presse, s'est levé et, dans une improvisation rapide, a remercié les organisateurs du

banquet d'avoir bien voulu associer la presse à cette manifestation.

Puis il dit que la presse conservatrice, dans les dernières élections, a su se maintenir à la hauteur des circonstances, avait un devoir de patriotisme à remplir, et elle l'a rempli avec énergie, dévouement et souvent avec abnégation.

Puis il ajoute d'une voix très vibrante : « Tous nos efforts doivent avoir surtout pour but le relèvement de la Patrie, cruellement abaissée par ce gouvernement qui n'a su que l'avenir vis-à-vis de l'Europe, quand il accomplissait sa ruine à l'intérieur. »

M. Guyon a dit ensuite que la presse conservatrice n'avait accompli qu'une faible partie de sa mission et qu'il fallait qu'elle restât constamment sur la brèche avec plus d'énergie encore, si c'est possible, que par le passé, pour préparer les élections prochaines. M. Guyon a sur-toin insisté sur ce point : que c'est en reconstruisant notre situation dans les conseils généraux, dans les conseils d'arrondissement et municipaux que le parti conservateur rentrera en possession de son influence et sera ainsi en situation de travailler au relèvement de la France !

Ces paroles, qui ont reçu l'approbation unanime de l'assistance, sont heureusement résumées en ces quelques mots par M. Chincholle, notre confrère du *Figaro* :

« Notre concours, dit éloquentement M. Guyon, est de ceux qui n'ont ni repos ni trêve. On l'a eu hier, on l'aura demain. »

## GAZETTE DE PARIS

### CHOMAGE

Voici ce que me raconta mon ami Adrien :

Par une belle journée d'automne — ainsi que commencent bien des romans autrefois — je revenais à pied de ce quartier presque inconnu à la plupart des flâneurs du boulevard des Italiens, et qu'on appelle les Bûtes-Chaumont. Pour préciser, cette belle journée d'automne était celle de dimanche dernier.

Comme je m'en allais droit devant moi, laissant la folle du logis prendre ses ébats et me demandant si j'étais toujours à Paris, un homme qui marchait dans le même sens que moi, me frôla en me jetant à voix basse ces mots auxquels le ton dont ils étaient dits donnaient une expression navrante :

— Monsieur, nous n'avons pas de pain à la maison, je n'ai pas de quoi en acheter à mes enfants.

Je levai les yeux sur cet individu, non sans un sentiment de méfiance, sachant combien de formules diverses et mensongères la mendicité, interdite en France, emploie pour émouvoir les passants; mais disant surtout que souvent ceux qui en choisissent d'aussi touchantes ont plus soif que faim.

L'homme qui demandait une aumône était dans la force de l'âge, très mal mis, quoique ses vêtements usés et rapiécés fussent assez propres; sa figure hâve et triste n'avait rien de repoussant; elle trahissait, au contraire, un reste de fierté mal déguisée, la honte d'en être réduit à tendre la main et une vague amertume. Croyant toutefois avoir affaire à un faïnéant vulgaire, je m'écartai d'un pas et continuai mon chemin.

L'homme poussa un soupir de découragement en murmurant :

— Ah! mon Dieu! mon Dieu! je ne peux pas voler cependant!

Puis, il s'éloigna, la tête basse. Ses mots m'avaient douloureusement frappé. Je suivis des yeux le mendiant, et je pus remarquer qu'il ne s'adressait pas à d'autres passants, comme s'il avait cru à l'inutilité de sa requête.

Je ne sais quel regret me mordit au cœur; je rejoignis ce pauvre honteux et lui glissai quelques pièces de monnaie dans la main.

— Merci! merci! fit-il avec reconnaissance, presque avec bonheur.

N'étant pas pressé, j'eus la curiosité de savoir ce qu'il allait faire, et je me mis à marcher derrière lui, un peu à distance.

Il hâta le pas, regardant à droite et à gauche, comme s'il cherchait quelqu'un ou quelque chose; jusqu'à ce que, avisant une boutique de boulanger, il y entra, et un peu après en sortit, un gros pain sous le bras.

— C'était donc vrai! pensai-je, et comme j'ai bien fait de me raviser!

L'homme allait plus que jamais d'un pas que j'avais peine à suivre. Je ne le perdais pas de vue, cependant. Volant, comme l'on dit, en avoir le cœur net, je profitai d'un embarras de voiture qui l'avait forcé de s'arrêter, pour m'approcher de lui et lui adresser la parole.

— Sa physionomie avait perdu l'expression de tristesse et d'amertume qui m'avait frappé quelques instants auparavant.

— Eh bien! lui dis-je, vous allez porter du pain à vos enfants?

— Grâce à vous, monsieur, car je ne sais ce qui serait arrivé si vous m'aviez refusé!... On en a grandement besoin à la maison.

— Vous demeurez loin d'ici?

— A quelques pas et depuis un mois seulement. Pourquoi me le demandez-vous?

— Pour rien. Vous n'avez donc pas un métier?

— Pardon! je suis ouvrier... Je l'étais plutôt. J'habitais Saint-Denis; je travaillais à l'usine de... (Il me dit le nom de l'industriel, un nom fort connu.) Il occupait de quinze à dix-huit cents ouvriers autrefois. Il n'en a plus que deux ou trois cents, tout au plus. Je travaillais avec les lambeaux; mais l'ouvrage n'allait plus, faute de commandes, le patron a dû renvoyer peu à peu tout son monde; il n'a gardé que les plus anciens, et encore!

— Marchez toujours, lui dis-je, vous devez être pressé.

— Assez, fit-il. On m'attend là-haut.

Et il me regarda tout étonné, en voyant que je ne le quittais pas.

— Oh! ajouta-t-il, comme s'il avait cru deviner ma pensée. C'est la vraie vérité que je viens de dire. Plus au ciel que ce ne fût pas vrai! Et je n'ose pas prier monsieur de vouloir s'en assurer.

— Ce n'est pas dans ce but que j'ai chez vous; c'est pour causer ailleurs que la rue.

— C'est juste, fit l'ouvrier en jetant un regard triste sur son misérable accoutrement.

Nous marchâmes encore, silencieux cette fois. Une trentaine de pas plus loin, il leva la main et me désignant les combles d'une maison de bien triste apparence, me dit : — C'est là.

— Allez toujours, je vous suis.

— Je préviens monsieur que c'est très haut et que l'escalier est en fort mauvais état.

Nous enfîlâmes une allée sombre et humide, et commençâmes la longue ascension.

Tout en haut, tout en haut, à un étage invraisemblable, l'ouvrier s'arrêta devant une petite porte, et me dit :

— Nous y sommes, entendez-vous? Paillasser les moutards? Et, poussant la porte devant lui, il s'écarta pour me laisser passer.

C'était à fendre l'âme. Une femme, jeune encore et qui avait dû être jolie avant que les chagrins et la misère eussent marbré ses joues d'un pâle malade, était couchée sur un grabat. Dans un coin, une paillassée étreinte, « la chambre à coucher » des enfants. Deux petits garçons de trois à cinq ans et une toute petite fille virent se jeter dans les jambes de leur père, en criant :

— Papa, papa!... Il du pain! Tiens, regarde, maman! C'est une grosse michie. Et ils frappèrent des mains.

C'était, en effet, un pain de quatre livres que l'ouvrier venait d'acheter.

— Votre femme est malade? demandai-je à ce pauvre diable.

— Ce sont les chagrins, les privations qui l'ont atteinte, monsieur. A Saint-Denis nous avions le médecin de l'usine, mais j'ai dû me résoudre à venir à Paris pour tâcher d'y trouver de l'ouvrage. Ah! bien oui!... J'ai fait toutes les maisons, partout c'était la même antienne! On renvoyait le monde plutôt que d'en prendre du nouveau. Et comme il y a bien trois mois que je suis sans rien faire, moi qui ne demandais qu'à travailler pour nourrir ma femme et mes enfants, j'ai dû engager tout d'abord ce que nous avions, puis vendre les reconnaissances du Mont-de-Piété; et c'est ainsi que peu à peu nous sommes restés... tenez, vous voyez comment nous sommes restés!

Et j'en suis réduit à tendre la main!... A ces derniers mots, la femme éclata en sanglots.

— Ayez bon courage, lui dis-je, pour dire quelque chose. C'est un moment à passer; il est dur, je sais, mais il ne faut pas se décourager.

— Oui! fit l'ouvrier, en hochant la tête, un moment qui dure depuis trois mois et qui durera encore on ne sait combien!

Et attendant, il avait coupé le gros morceau dans la michie, et les donnait à ses enfants qui s'y jetaient dessus comme à des bonbons. L'enfant sur le pain, c'est bien le cas de le dire.

— Ne vous êtes-vous pas adressé au bureau de bienfaisance?

— Dix fois pour une, monsieur. On m'a fait aller et venir, pour me dire enfin que je n'étais pas de Paris. Ah! si je n'avais pas cette pauvre femme et ces enfants!...

— Voyons, voyons, ne désespérez pas! Aujourd'hui, soit; mais demain, mais après?

— Vous devez convenir qu'autrefois il n'en était pas de même. Vous aviez le travail assuré alors.

— Oui; mais... Est-ce que je sais? Je ne me suis jamais occupé de politique, moi! J'ai tâché de vivre honnêtement de mon ouvrage. Et maintenant... maintenant, je dois m'en aller!...

— Tenez, lui dis-je, voici mon adresse, venez me voir dans deux ou trois jours; je tâcherai de vous faire occuper, d'importe comment.

Et avec ma carte, je laissai naturellement un peu d'argent sur la petite table boiteuse, le seul meuble avec deux ou trois chaises de paille qui fût dans la mansarde. C'était de quoi manger les deux ou trois jours d'attente que je venais de lui demander pour faire mes démarches.

Combien de malheureux ouvriers, pensai-je, en quittant cette pauvre famille, se trouvant dans le même état! Et nous songeons à donner des fêtes... pour faire aller l'industrie et le commerce. Que gagnera-t-il, cet ouvrier lamineux, par exemple, à nos bals, à nos représentations de gala, à nos carrousels?

Et nous dépensons 332 millions pour établir « un protectorat » dans l'extrême-Orient, sans calculer ceux qu'on jettera encore dans cette malencontreuse expédition!...

A. DE LAUZIERES.

## LETTRES ALGÉRIENNES

### XI

#### Algérie et Tong-King.

##### La liquidation.

Depuis le scrutin du 18 octobre, les républicains ont repris un peu d'assurance, ils sont remis de leurs émotions, et la confiance — quelque peu de jactance aussi — leur est revenue.

Les conservateurs, de leur côté, laissent échapper quelques doléances. A notre avis, ils ont tort. Ils s'en prennent à tout, alors qu'ils ne devraient s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Leur triomphe bruyant, après le premier tour de scrutin, leurs illuminations festives, leurs, ont fait la « concentration » Brissot et provoqué la circulaire Alais-Targé. — Comment n'aurait-elle pas songé que ces deux grands ministres, ces deux hommes de liberté osaient tout pour sauver leur situation, sans qu'ils eussent de voir leurs pratiques antérieures, lorsqu'ils venaient déclarer à la Chambre qu'à l'instar des élus sacrés, ils ont sauvé Rome et la République.

N'est-ce pas pour eux la fin qui justifie les moyens? La règle n'est faite que pour les ministres nés du 16 mai.

Rendons justice aux conservateurs; ils ont été en peu clairvoyants en ne calculant pas les conséquences de leur enthousiasme du premier jour.

Dès notre retraite nous voyons les choses plus froidement, éloigné que nous sommes des ardeurs que comporte une lutte comme celle qui vient de finir; les choses et les hommes nous apparaissent tels qu'ils sont.

Aussi, à notre avis, la situation présente du parti conservateur est préférable à celle qu'il aurait eue au lendemain des élections, s'il eût obtenu la majorité — surtout, une majorité instable de 10 à 15 voix.

Pourquoi?

Parce que, fatalement, à la Chambre actuelle va incomber une des plus lourdes charges, une des plus dures responsabilités qu'il ait à subir et à encourir le régime actuel.

Il est bien que les républicains, avant de disparaître de la scène politique, liquident leur propre situation. Il est bien qu'ils veulent demander de nouveaux crédits pour leurs expéditions coloniales, qu'ils créent de nouveaux impôts que, par un euphémisme ingénieux, ils appellent des « relèvements de taxes ». Il faut qu'ils songent tout

de la dette flottante et augmentent la dette publique. Ils ne peuvent se soustraire à cette extrême nécessité.

Il est bien enfin qu'ils évacuent le Tong-King dans les rizières duquel ils sont emboités jusqu'aux aisselles.

Ca sera leur châtiment; — il est regrettable réellement que Victor Hugo, dernière manière, soit scellé dans la crypte du Panthéon — il aurait eu là une grande occasion de reprendre sa lyre enflammée.

Toutes ces mesures impopulaires il faut que les républicains les subissent — il faut qu'ils se noient dans leurs turpitudes et leurs mensonges, et qu'ils déchirent de leurs propres mains ces caries où ils n'avaient omis aucune richesse minière, aucun gisement aurifère, lesquels devaient constituer leurs placements de bon père de famille.

Soyez-en convaincus : ils seront obligés d'abandonner le Tong-King, — que l'occupation soit restreinte ou non — à moins de sacrifices en hommes et en argent que nous ne sommes pas en position de faire — en tout cas, hors de proportion avec les résultats certains.

Voyez ce qui s'est passé en Algérie : On voulait aussi l'occupation restreinte au début de l'occupation, et l'on était bloqué dans les villes. — Que disions-nous? Cinq ans après la prise d'Alger, nous ne pouvions même aller ravitailler le bord de la Maison carrée située à 11 kilomètres de la ville, sans l'escorte d'un bataillon et sans échanger des coups de fusil. Nous avons donc été obligés de repousser notre conquête jusqu'aux frontières naturelles, créant des villes, des postes militaires, dépensant des milliards. L'an dernier encore, n'aurions-nous pas été obligés d'annexer le pays du M'Zab qui reconnaissait notre suzeraineté et sur lequel s'étendait notre protectorat depuis plus de vingt ans?

Il nous a fallu, pendant trente ans, une armée de 100,000 hommes pour garder le pays, et pourtant nous n'avions devant nous qu'une population de 2,300 âmes confinées au désert, et sans autre cohésion que la haine du *roumi*, nous n'étions qu'à 60 heures de la France, de notre base de ravitaillement.

Si nous avons été tenus à un tel déploiement de forces en Algérie, que ne faudra-t-il donc pas pour nous maintenir au Tong-King? Quels sacrifices ne serons-nous pas obligés de nous imposer en hommes et en argent, dans un pays malade, adossé à un empire de 400 millions d'âmes.

N'oublions pas que pour les Asiatiques, nous sommes des barbares, et, malgré les traités de paix, l'ennemi héréditaire.

Il faudrait être aveugle, en vérité, pour ne pas voir les impossibilités pratiques qui nous forceront tôt ou tard à évacuer le Tong-King.

Nous pensons qu'il est bien que les républicains se donnent à eux-mêmes les « démentis » les plus cuisants, eux qui nous ont tant donné pendant la période électorale.

Est-ce en Algérie qu'un ministre oserait dire qu'il n'envoie pas de renforts au Tong-King, alors que la réduction des effectifs du 19e corps s'opère à la fin de l'année, et qu'après avoir embarqué, il y a quelques jours, sur le « *Bien-Hoï* » (51 officiers et soldats de la légion étrangère, le transport « *le Havre* » doit prendre le 7 de ce mois 22 officiers, 55 sous-officiers et 800 caporaux et soldats du 1er régiment des tirailleurs tirés de tous les points de la province d'Alger?

Est-ce en Algérie que le gouvernement oserait soutenir que les troupes expédiées au Tong-King ne sont destinées « qu'à remplacer les libérables », alors que nous voyons rapatrier les malades provenant de ces contrées empoisonnées, et les débarquer par deux cents à la fois sur notre littoral parce qu'on n'ose pas les montrer en France — et c'est de la prudence — dans l'état de délabrement où nous arrivent ces malheureux. On peut dire d'eux qu'ils n'ont que la peau sur les os — ce sont des squelettes ambulants éclairés par des lueurs fébriles qui s'échappent de leurs yeux caves.

On n'a même plus les conserver à Alger qu'ils ont tant aimé, tant ils sont rongés par la dysenterie et le typhus, on les évacue sur Mitlani, sur Orléansville, à 200 kilomètres dans les terres.

Et ces ministres grands d'audace et leurs préfets d'opérette n'ont pas craint de nous accuser de répandre de fausses nouvelles, lorsque nous écrivions qu'il faudrait de nouveaux sacrifices pour nous maintenir au Tong-King! Ils savaient bien qu'ils mentaient, ces sous-Ferry, mais il fallait sauver le système qui les accablait et dont l'écroulement les repousserait dans l'obscurité où ils vivaient encore dans la révolution du 4 septembre.

Aussi la situation étant donnée, il importe que les républicains la liquident et s'en salissent les doigts jusqu'au-dessus des coudes.

Le parti conservateur n'a donc pas à regretter les résultats du scrutin du 18 octobre — qu'il fasse taire les impatiences — qu'il se consolide par la sagesse, par la discipline, par une prudence de tous les instants — dans la position qu'il a conquise, et l'avenir, un avenir prochain, est à lui.

Le bruit a couru un instant que M. le gouverneur général Tirman serait remplacé; le nom de M. Constans, d'adorable mémoire, a été de nouveau prononcé, mais l'attitude incrédule de la population en a fait promptement justice. L'Algérie, nous le parons de l'Algérie sainte et qui travaille, à tort ou à raison, tient à son gouverneur général, il est peu probable du reste que le gouvernement se risque sur ce terrain, tant il a besoin des voix de nos députés; « concentrés » ou non, il faudra compter avec eux, et M. Tirman est au mieux avec la députation.

On vient d'être obligé de faire évacuer les casernes de Sidi-Bel-Abbes. La province d'Oran est singulièrement éprouvée cette année : le phylloxéra et le choléra, c'est trop à la fois.

A. ES SADOEK.

1er novembre 1885.

## JOURNAUX ET REVUES

Le *Mot d'ordre* est sérieusement alarmé pour sa chère République. A l'occasion de la rentrée du Parlement, il pousse un appel désespéré pour recommander l'union, la concentration des partis républicains :

Si les partis républicains ne veulent pas désarmer en présence de la coalition monarchiste et électorale qui a allié puissamment la main à l'argent, ce sera fait de ce crédit républicain qui, jusqu'à ce jour, nous a permis de traverser des époques d'angoisses et de fonder la République malgré l'Assemblée nationale ou les royalistes se trouvaient en majorité.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de fonder

mais d'organiser la République et de faire que, sous ce régime, la prospérité générale marche d'ensemble avec le bien-être particulier; il faut que le pays conserve sa confiance dans les institutions et dans les hommes.

Il faut que le régime parlementaire garde encore, aux yeux du suffrage universel, la vertu dont il apparaît d'abord.

Il faut que le pays reprenne confiance, il faut que la France continue à espérer. Les députés républicains que le pays vient d'envoyer ont une responsabilité redoutable.

Que de choses le *Mot d'Ordre* demande aux députés républicains!

Demandeur que la prospérité générale marche d'ensemble avec le bien-être particulier est une vérité digne de M. de la Palisse, puisque c'est le bien-être particulier qui fait la prospérité générale; mais comme actuellement tout le bien-être particulier va toujours s'affaiblissant, comme les familles succèdent aux grèves, comme les propriétés baissent de prix, comme les terres ne paient plus le cultivateur, comme nos rues sont encombrées de mendiants, le *Mot d'Ordre* dit mieux fait de ne pas parler du bien-être particulier.

Que le pays conserve sa confiance dans les institutions et dans les hommes : voilà un souhait tout aussi naïf que le premier, attendu que les hommes de la République ont fait tout ce qu'il fallait pour prouver que la République était le pire des gouvernements, et que cette confiance n'a jamais été entière.

On a cru devoir faire crédit à la République, comme on fait crédit à un marchand qui ouvre boutique, mais en prenant ses sûretés; ce n'est pas de la confiance, c'est de la bonté.

Quant à la vertu du régime parlementaire républicain, nous ne reconnaissons avec le *Mot d'Ordre* que ce n'est là qu'un trompe-l'œil, et nous estimons que le suffrage universel commençait à ne plus se faire illusion. Il faut, dit encore le *Mot d'Ordre*, que la France reprenne confiance, — elle l'a donc perdue — et qu'elle continue à espérer. A ce dernier souhait nous répondrons avec Chémène au sonnet :

Belle Philis on désespère  
Alors qu'on espère toujours

— Le *Radical* ne se dissimule pas les difficultés : lui aussi aperçoit des points noirs au ciel de la République et il fait appel aux hommes d'énergie :

A cette heure, et devant la situation dont ils sont responsables, plusieurs d'entre eux, ne sachant que résoudre, ne voient d'autre moyen de vivre que de reprendre leur sommeil interrompu. Il est certain, et nous ne faisons aucune difficulté de le reconnaître, que la réforme, qui paraissait imprudente sous la précédente législature, doit le paraître deux fois plus dorénavant. Tout est devenu plus malaisé; et cependant, d'un autre côté, tout est devenu plus nécessaire, plus urgent.

Si la législature actuelle allait rassembler à l'avenir, et ne rien enfanter, le péril politique et social deviendrait formidable. Nous lancerions la République dans un inconnu redoutable. Le salut ne peut être que dans l'action; et pour cette action, hier encore à la portée d'hommes ordinaires, il faudra demain des hommes d'Etat d'une énergie et d'une intelligence supérieures. On s'en fait-il?

J'espère qu'ils se trouveront. Car nous sommes dans un pays où il s'est toujours rencontré des caractères à la hauteur des événements; et peut-être est-ce précisément parce que la tâche est plus dure que les bons ouvriers paraissent.

C'est M. H. Maret qui tient ce langage. Juste celui que tenaient M. Thiers et ses acolytes en 1871.

On attend encore.

Et on attendra toujours, parce que s'il existe dans le parti républicain des hommes d'Etat d'une énergie et d'une intelligence supérieures, ils ne seront pas assez sots pour monter sur cette galère dont les matelots ne sont que des imbeciles ou des misérables.

On sait que, la veille des élections, le général Brincourt a été odieusement attaqué par les journaux républicains, qui lui attribuaient les paroles suivantes prononcées dans une réunion électorale :



**Prix de la Touraine.** — 2,000 francs. — Distance, 1,900 mètres.  
1. Pas-Jégoules, 6/1, à M. Ephrussi.  
2. Madrid, 12/1, à M. Bouy.  
3. Egérie, 10/1, au baron de Rothschild.  
Non placés : Le Vigneau, Fiasco, Damas, Sans-muet, Jalapa, Fleurus, Lauzun.  
Gagné d'une longueur.

**Prix de Novembre.** — Handicap. — 2,500 francs. — Distance, 2,100 mètres.  
1. Mineure, 12/1, au comte de Juigné.  
2. Fitz-Marcello, 25/1, à M. Lienart.  
3. Chasseur, 16/1, à M. Delattre.  
Non placés : Fellai, Sapeur, Musard, Anarchiste, Balancelle, Stalfira, Althea, Dugazon, Gaciète et Innocente.  
Gagné d'une longueur.

**Le prix de la Société des steeple-chases de France.** — Steeple-chase, handicap. — 5,000 francs. — Distance, 4,200 mètres.  
1. Miss-Cecil, 3/1, au prince J. Murat.  
2. Alger, 4/1, à M. Wigginton.  
3. Clémentine, 1/1, à M. Bensa.  
Non placés : Vespé, Verillon, Bois-Dauphin et Blondor (tombé).  
Gagné d'une encolure.

---

## AVIS ET COMMUNICATIONS

---

**Coqueluche, Toux : Sirop pectoral de Nafé**

---

Jeune homme de 30 ans, bachelier ès lettres et ès sciences, ancien clerc de notaire à Paris, au courant de la littérature, demande emploi de secrétaire auprès d'homme politique ou dans administration publique.

---

Pour 10 francs par mois, la librairie **L. Hébert**, 7, rue Perronet, à Paris, livre immédiatement les 28 volumes in-8° de *l'Histoire de France et de l'Histoire de la Révolution française* de MICHELET.

Cette édition, la seule de format dit de bibliothèque, est illustrée de gravures sur bois d'après les dessins de Vierge.

---

**CHANTIER DU PRINCE-EUGENE**  
8, boulevard Contrescarpe (Bastille).  
neuf créé en 3 morceaux, **53 fr.**  
BOIS mis en cave, les 1,000 kilos **53 fr.**  
Charbon de terre criblé, mis en cave, **54 fr.**

---

**LA JABORANDINE**

Composée avec l'extraît du « Jaborandi », plante brésilienne dont l'action toute spéciale et vraiment extraordinaire a été scientifiquement démontrée, cette préparation fortifie, épaisit la chevelure et en arrête la chute en quelques jours. (Le lacon 20 fr. Envoi franco contre un mandat sur la poste de 20 fr. 85). **Dusser**, inventeur, 1, rue J.-J.-Rousseau.

---

**Cinq francs par mois.** — Livraison immédiate des œuvres de Michelet, Victor Hugo, Musset, Balzac, Molière, Dictionnaires, Atlas, grands ouvrages illustrés, etc., etc. — **Librairie A. PILON, A. LE VASSUR**, successeur, 33, rue de Fleurs, Paris.

---

## Menu du Jour

---

Potage brunisso au tapiooca  
Saumon sauce verte  
Pommes nature à l'anglaise  
Alojaux broché à la duchesse  
Ris de veau Villeroi miamasée  
Chapons de Houdan  
Salade  
Celeri en branches au jus  
Gâteaux au punch  
Bombes Pompadour  
Raisins, poires, confitures

---

**CHAMPAGNE : GEORGE GOULET**

---

## MAISONS RECOMMANDÉES

---

**Barra**  
Arquebuisier, 84, rue Lafayette.

---

**Au Paradis des Enfants**  
456, rue de Rivoli

---

**Pharmacie Normale**, 13, rue Drouot.

---

**Labourdette, carrossier**, 406, avenue Malakof.

---

**Reynaud, chemisier**  
(Spéc. Ranelle du pin Silvestre), 22, rue de la Paix.

---

**A la Religieuse**  
Deuil. — 3, rue Trépochat.

---

**Wolman. Porcelainier**, 18, rue Royale.

---

**Trois francs**  
Meubles bois corbé, 15, boulevard Poissonnière.

---

**K. Bourgeois**  
Grand dépôt porcelaines, 21, rue Drouot.

teau quelques succès, un brin de réputation, on peut prétendre à tout. Qui peut savoir si, un jour, Léonce ne sera point député, ministre peut-être? Je regrette de ne point m'être trouvé aujourd'hui à l'éclat lorsque Destrohan y est venu. Il me tarde de lui parler de mes projets et de son avenir. Je me suis entendu déjà avec plusieurs de mes confrères, qui le tiennent en grande estime, pour lui procurer de bonnes causes à l'occasion.

Loin de calmer la colère de Sophie, l'affirmation de la supériorité de Léonce par son mari, les perspectives évoquées à propos des hautes destinées auxquelles pouvait aspirer le jeune avocat, irritaient davantage la malheureuse. Elle eût été si fière de le pousser dans cette voie, de jouir de ses triomphes. Et c'était au moment où il allait se révéler au public, conquérir cette notoriété dont les femmes sont si vaines pour celui qu'elles distinguent, qu'elle le perdait par la faute de cette misérable Cécile.

Ah ! comme elle la maudissait ! comme, dans sa pensée, elle la devait à tous les maux, à toutes les calamités ! Si elle l'avait eue, elle se sentait si posée à l'étranger de ses propres mains, et, dans le proxysme de la fureur, elle serrait ses poings crispés en se répétant que, sans cette méprisable coquette, sans les séductions dont elle avait entouré Léonce, il lui serait resté et l'aurait aimée un jour, en reconnaissant de quelle passion forte, incommensurable, si remplie d'abnégation, de dévouement, elle était animée pour lui. Et maintenant, il ne le saurait jamais ! Ce cœur charmant de jeune homme, encore dans sa fleur, car il n'avait pas eu d'amour sérieux jusqu'alors, cet esprit si distingué, cette nature délicate, étaient perdus pour elle. Dans sa douleur, elle se complaisait à se bercer de ce sophisme que, sans cette Cécile, il lui eût appartenu.

BENJAMIN CONSTANT



